



N°91 Juillet 2018
www.ssf-fr.org

La Lettre

des Semaines sociales de France

ÉDITORIAL

LA LEÇON DE REIMS



DR

La lettre qui nous était adressée a été écrite le 9 mai, jour de l'Europe. Sœur Bernadette, de Reims, voulait nous faire part de l'initiative que les Sœurs du Très Saint Sauveur de Reims ont menée, à la suite de la rencontre de novembre dernier : « Quelle Europe voulons-nous ? ». « Nous avons apprécié la session et nous voulions rendre quelque chose de ce que nous avons reçu », explique-t-elle. Comment ne pas en être émus ?

Dans le quartier populaire dans lequel elles habitent, les religieuses ont lancé une enquête « Et si nous parlions de l'Europe ? ». Un questionnaire simple, avec des questions fermées ou ouvertes. Le résultat est modeste, tient à préciser Sœur Bernadette. Néanmoins, 114 réponses ont été dépouillées ; les « sondés » ont de 9 à 89 ans ; ils sont français en majorité, mais on compte aussi parmi eux des Albanais, des Arméniens, des Angolais, des Franco-Marocains, des Franco-Slovaques, des Franco-Portugais, des Franco-Italiens ; plus de femmes que d'hommes. Seuls 25 des répondants ne connaissaient personne venant d'un autre pays européen. Bref un petit panel incontestablement pas représentatif de la population française, diraient les instituts de sondage. Mais les résultats ont étonné – et réjoui – les enquêtrices, car elles savent que l'Europe n'est pas le sujet de préoccupation principal d'une population aux conditions de vie difficiles.

« Aimez-vous l'Europe ? », a-t-on demandé. 98 personnes ont répondu oui. Pourquoi ? Pour la paix, parce que « l'union fait la force et la confiance », parce que « nous pouvons nous enrichir de nos diversités ». Neuf ont affirmé ne pas l'aimer, pour ses excès de contrôle, pour les inégalités sociales, pour sa lenteur à réformer sa fiscalité. « Trop économique et pas assez humain », tranche l'un qui ne voulait répondre ni par oui ni par non.

« Être Européen, est-ce que cela change quelque chose dans votre vie ? » : 61 ont répondu positivement, notamment parce que cela permet la circulation d'un pays à l'autre, à cause de la monnaie commune. « Non, malheureusement », déplore l'un des autres répondants. « Vous fait-elle peur ? » : 17 ont répondu oui, pour des questions de sécurité et de frontières. 92 ont assuré ne pas en avoir peur : « malgré ses manques, l'espace européen représente notre avenir ».

Les religieuses ont organisé cette consultation, pour aider à mieux parler de l'Europe, à mieux la connaître : « ce qui nous y a incité, c'est d'abord l'échéance des élections mais aussi la montée des extrêmes », explique Sœur Bernadette. Quand, au niveau des dirigeants, s'imaginent des consultations citoyennes sur l'Europe, à leur manière, dans leur quartier, ces Sœurs de Reims ont donné la parole aux citoyens. Nous le savons depuis longtemps : une Session des Semaines sociales ne commence pas à son premier jour et ne se clôt pas au soir du deuxième ; elle nourrit des engagements qui perdurent. Les religieuses de Reims en témoignent. Qu'elles soient ici remerciées. ●

Dominique Quinio

Présidente des Semaines sociales de France

SOMMAIRE

► 2 à 5 Dossier

Le populisme,
d'Est en Ouest

Par Jean-Christophe Ploquin

Les consultations
citoyennes : une chance
pour la démocratie euro-
péenne

Par Jérôme Vignon

► 6-7 Carnets d'Europe
Europe : Apprendre, afin
de pouvoir dialoguer et
avancer

Par Philippe Segretain

Témoignages du voyage
apprenant

► 8-9 Chronique du Ceras
De quelques défis pour
le christianisme social

Par Marcel Rémon, sj

► 10-11 Portrait
Monique

Van Moerbeke-Trublin

Par Denis Vinckler

► 12 Livres

Notre sélection

Le populisme, d'Est en

Le clivage entre les pays d'Europe centrale et ceux d'Europe occidentale apparu en 2015 lors du pic de la crise migratoire est peu à peu effacé par le succès des partis souverainistes et extrémistes à travers toute l'Union européenne.

Le 30 septembre 2015, deux intellectuels prestigieux, le Français Edgar Morin et le Polonais Adam Michnik, étaient côte à côte dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay pour recevoir le prix Adam Mickiewicz, du nom de l'un des plus grands poètes polonais⁽¹⁾. Cette distinction est attribuée chaque année dans le cadre du Triangle de Weimar, une instance informelle de discussion entre la Pologne, l'Allemagne et la France. L'ambiance aurait dû être amicale et joyeuse. Elle fut au contraire électrique.

Tour à tour, les secrétaires d'État aux affaires européennes prirent la parole – l'Allemand Michael Roth, le Polonais Rafal Trzaskowski et le Français Harlem Désir. Les deux premiers ne cachèrent pas leurs profondes différences de vue sur la crise des migrants qui sévissaient alors en Europe.

Un mois plus tôt, la chancelière Angela Merkel avait lancé son fameux « *Wir schaffen das* » – « nous pouvons le faire ». L'Allemagne avait ouvert totalement ses frontières à des dizaines de milliers de migrants ayant quitté la Turquie et traversé les Balkans jusqu'aux frontières hongroises ou autrichiennes. Le 9 septembre, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait proposé la relocalisation de 120 000 personnes avec un système de quotas par États membres.

La Pologne, elle, freinait des quatre fers à l'approche des élections parlementaires du 25 octobre. De fait, le gouvernement de centre droit allait perdre sa majorité au profit du parti Droit et Justice (PiS), populiste, souverainiste et farouchement hostile à l'accueil des migrants d'Afrique ou du Moyen-Orient.

Ce 30 septembre 2015, le secrétaire d'État polonais Rafal Trzaskowski exprime son amertume devant le fossé Est-Ouest qu'il voit resurgir entre les pays d'Europe centrale et orientale et ceux d'Europe occidentale. Cette faille due à la guerre froide s'était peu à peu

comblée après « le grand élargissement » du 1^{er} juin 2004⁽²⁾. Les Polonais se félicitaient même très sérieusement d'être devenus un « pays du nord » dans le nouveau clivage apparu au fil de la crise financière et budgétaire des années 2008-2009, entre les pays prônant la rigueur budgétaire et les réformes structurelles – au « nord » – et ceux plaçant pour plus de solidarité – au « sud ».

Ce soir-là au Quai d'Orsay, l'Allemand Michael Roth martèle que « les nationalismes nous rendent malades, comme une drogue » et que « la solidarité n'est pas une voie à sens unique ». Rafal Trzaskowski riposte en affirmant que « la crise des migrants remet en question l'intégration européenne et interroge la capacité des États membres à coopérer entre eux, à prendre en compte leurs différentes sensibilités ». « Attention à la simplification qui peut conduire à une nouvelle division Est/Ouest, ajoute-t-il. Je mets en garde mes collègues de l'Ouest contre le risque de retomber dans le paternalisme d'il y a dix ou quinze ans et de réveiller de vieux clivages ».

Bientôt trois ans plus tard, la faille provoquée par la crise migratoire ne s'est pas résorbée mais s'est plutôt propagée à travers l'Europe. Jouant sur ce thème, les partis populistes – et pour certains, d'extrême droite – sont arrivés au pouvoir dans la partie occidentale de l'Europe, en Belgique, en Autriche et en Italie. D'inspiration souverainiste, ils provoquent un émiettement de la dynamique de la construction européenne. Ils rendent la recherche de convergence difficile sur tous les autres sujets.

L'Europe risque d'être ainsi parcellisée en vingt-huit États⁽³⁾ défendant leurs intérêts à court terme sans vision d'ensemble. Cette situation se produisait certes déjà fréquemment, notamment lors des négociations sur le cadre financier pluriannuel, qui rythme à intervalles réguliers la vie de l'UE – et justement, les discussions sur la période 2021-2027 viennent de commencer. Mais la tendance risque d'atteindre un paroxysme. Même lorsqu'ils sont dans l'opposition, les partis souverainistes pèsent sur les gouvernements, qui jouent dès lors la prudence lorsqu'il s'agit de politiques européennes. Le cas de l'Allemagne, où un parti d'extrême droite, l'Alternativ für Deutschland

L'Europe
risque d'être
ainsi parcellisée
en vingt-huit
États défendant
leurs intérêts
à court terme
sans vision
d'ensemble. ■

Ouest

(AfD), a accédé en force au Bundestag lors des élections fédérales du 24 septembre 2017 pour la première fois depuis la chute du nazisme, en fournit un exemple criant.

Il serait injuste, dans ce contexte, de considérer les pays d'Europe centrale et orientale comme les seuls empêcheurs de construire une Europe plus solidaire et plus audacieuse dans la promotion de ses intérêts. La Hongrie de Viktor Orbán – réélu haut la main comme premier ministre après les élections du 8 avril 2018 – et la Pologne de Jaroslaw Kaczynski commencent certes dans une opposition très franche aux valeurs du libéralisme politique qui accompagnent le libéralisme économique prôné par l'Union. Ils lui opposent une vision autoritaire et partielle de la démocratie tout en profitant de l'économie de marché et de la politique redistributive de l'UE, qui assurent une bonne partie de la croissance économique de leur pays.

Mais les États d'Europe centrale et orientale poursuivent surtout, la plupart du temps, une politique dictée d'abord par leurs intérêts nationaux et par leur position géographique. Économiquement, ils sont tenus de se développer au sein de la sphère d'influence de l'Allemagne, puissance européenne dominante. Militairement, ils se rangent avec conviction derrière la bannière des États-Unis et de l'Otan, les mieux à même de garantir leur sécurité face à la Russie de Vladimir Poutine.

Tactiquement, les pays de l'Est de l'Europe savent aussi rentrer dans le jeu des concessions, lorsque la pression se fait plus forte. Le président français Emmanuel Macron a ainsi obtenu une révision du projet de directive sur les travailleurs détachés en parvenant à désolidariser, en octobre 2017, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la République tchèque du dernier carré de résistants formé par la Pologne, la Hongrie, la Lituanie et la Lettonie. Du reste, les pays d'Europe centrale et orientale constituent rarement un bloc solidaire.

Le seul groupe capable de coordonner certaines de ses positions est celui dit de Visegrad – une ville de Hongrie proche de la Slovaquie – constitué de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie. C'est notamment sur l'enjeu de l'immigration qu'ils



Le signal est important aussi pour les pays d'Europe occidentale, où la poussée souverainiste et extrémiste est forte. ■

sont parvenus à opposer un front de résistance au trio Allemagne-France-Commission européenne. À Varsovie et Budapest, certains aimeraient d'ailleurs que l'Autriche rejoigne leur groupe, avec sa coalition gouvernementale associant le parti conservateur ÖVP et le parti d'extrême droite FPÖ.

L'enjeu est particulièrement important pour la Pologne, qui a besoin de soutien alors qu'elle est mise sur la sellette par la Commission européenne: celle-ci lui reproche notamment l'adoption de lois portant atteinte à la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Après une succession de décisions mettant en péril l'indépendance de la Cour suprême polonaise, la Commission a déclenché le 20 décembre 2017 une procédure sur la base de l'article 7 du traité de l'Union: au nom de la défense de l'État de droit, celui-ci prévoit de « suspendre certains droits découlant de l'application des traités à l'État membre en question, y compris les droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil ».

Cette procédure est très importante car c'est la première fois qu'elle est mise en œuvre. Cela signifie que les institutions communautaires – la commission mais aussi le conseil et le parlement – défendent une vision de la démocratie dans laquelle le pouvoir politique doit respecter et se soumettre aux règles de droit. Le bras de fer symbolise l'opposition entre les démocraties libérales et les régimes de démocraties illibérales – en Pologne et en Hongrie, mais aussi, à l'extérieur de l'UE, en Russie et en Turquie...

Le signal est important aussi pour les pays d'Europe occidentale, où la poussée souverainiste et extrémiste est forte, y compris en France où elle a été seulement contenue par l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en mai 2017. Si cette tendance se confirme, cela rendra illusoire l'idée d'une Europe politique plus ramassée, qui s'affranchirait des lourdeurs du consensus à vingt-sept pour progresser rapidement vers davantage d'intégration. L'Union européenne risquerait alors de s'effondrer comme un pantin désarticulé. ●

Jean-Christophe Ploquin

(1) L'Allemand Wolf Lepenies, également récipiendaire du prix, n'avait pu faire le déplacement.

(2) Dix pays, dont huit d'Europe centrale et orientale rentrent d'un coup au sein de l'UE.

(3) Vingt-sept, après le Brexit.

Les consultations citoyennes : une chance pour la démocratie européenne

Plus qu'une monnaie unique et un marché commun, l'Europe est une communauté de valeurs. ■

Les Semaines sociales de France et le Collège des Bernardins, organisent une consultation citoyenne commune au Collège des Bernardins le 27 septembre prochain sur le thème « L'Europe se construit-elle avec ou contre les peuples ? »

Un rendez-vous à noter dans votre agenda !

Dans un discours solennel tenu à la Sorbonne sur l'Europe peu de temps après son élection, le président de la République avait mis en avant l'idée de « conventions démocratiques » devant se tenir en 2018, en amont des élections européennes de mai 2019. L'idée venait de la société civile mais elle était aussi portée par des personnalités « euro réalistes » tel l'ancien ministre Hubert Védrine. Plutôt que de solliciter les électeurs a posteriori sur des textes complexes, il convenait plutôt de mettre en débat ouvert à priori l'Europe elle-même. Ainsi donnerait-on à chacun la possibilité de dire non seulement ce qu'il rejette ou déplore de son fonctionnement, mais aussi ce qu'il en attend pour l'avenir.

L'ensemble des États de l'UE ont été acquis finalement à cette proposition française. Dans tous les pays hormis le Royaume Uni se dérouleront des « consultations citoyennes », selon des modalités propres à chacun. La synthèse en sera présentée au Conseil européen de décembre 2018 qui devrait donner le coup d'envoi à la campagne des législatives⁽¹⁾. Les premiers à se lancer dans cette aventure inédite ont été les Irlandais, engagés dès février dans une campagne de débats intitulée « Your future, your Europe. Get involved ». Même tonalité tournée vers le futur de l'Europe dans d'autres pays qui leur ont emboîté le pas, la Slovaquie, la République Tchèque, l'Espagne et le Portugal.

En France, un discours d'Emmanuel Macron le 17 février 2018 lance le processus à Strasbourg⁽²⁾. D'ores et déjà les propositions de soirées ou de journée débats se succèdent à l'initiative tantôt d'un Think tank ou d'une association européenne, tantôt de groupes de citoyens locaux, ou d'une municipalité. Pour être labellisée « consultation citoyenne », une initiative doit respecter une charte procédurale : garantir le pluralisme de l'expression, assurer l'écoute mutuelle des intervenants, permettre une expression effective des participants, élaborer une synthèse. Toute liberté est laissée aux organisateurs quant à l'objet précis du débat. Les Semaines sociales de France en partenariat avec le Collège des Bernardins se

sont engagées à organiser une consultation citoyenne au Collège des Bernardins respectant ces règles et prenant comme point de départ du débat les fruits de leurs réflexions collectives sur l'avenir de l'Europe⁽³⁾.

A ces 27 débats nationaux viendront s'ajouter les résultats d'une consultation en ligne à l'échelle de l'UE organisée par thèmes illustrant les politiques de l'Union européenne, actuelles ou futures⁽⁴⁾.

Les consultations citoyennes constituent d'ores et déjà un pas de côté démocratique, au regard des « agendas » institutionnels toujours très fonctionnels. Il y sera sans doute autant question de ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire ensemble que des valeurs et des finalités qui nous réunissent. Le Premier Ministre Portugais, Antonio Costa ne s'y trompe pas en annonçant que la consultation dans son pays entend manifester « *qu'être Européen n'est pas seulement une coïncidence historique ou géographique. Plus qu'une monnaie unique et un marché commun, l'Europe est une communauté de valeurs* ». Un propos pas très éloigné de celui de son homologue Slovaque « *L'UE n'est pas parfaite. Mais nous croyons qu'avec les autres Etats membres de l'Union européenne, nous faisons partie d'une société qui partage les mêmes valeurs et intérêts* ». Autant de bonnes raisons de s'inscrire effectivement dans cette démarche pour donner aux futures élections européennes une tournure qui pourraient être moins exclusivement dominée par l'abstention ou l'expression des peurs et des priorités purement nationales. Ce pourrait même être le début d'une autre façon de parler d'Europe régulièrement avec les citoyens. ●

Jérôme Vignon

(1) www.touteurope.eu/actualite/consultations-citoyennes-en-europe-que-font-les-autres-pays-europeens.html

(2) La synthèse française des consultations aura lieu en novembre au Conseil économique social et environnemental.

(3) Pour les Semaines sociales, le Manifeste issu de la session de novembre 2017 ; pour le Collège des Bernardins, les premières leçons d'un séminaire sur l'avenir civilisationnel de l'UE.

(4) https://ec.europa.eu/commission/consultation-future-europe_fr

Semaines sociales de France

Chrétiens et engagés

Rencontres du christianisme social
2-3-4 novembre 2018

JOUR

vendredi 2 novembre **1**

Explorer la question
sociale et l'engagement
des chrétiens

JOUR

2 samedi 3 novembre

Préparer l'avenir
des SSF au cœur
du christianisme
social

JOUR

dimanche 4 novembre **3**

Passer à l'action
se mobiliser pour
une société plus
humaine

Nous contacter :

01 74 31 69 00

www.ssf-lasession.org

semaines-sociales@ssf-fr.org

 @semainessociales

 @Semsofr

 Semaines sociales de France

#chretienstengages

Plus d'informations sur
www.ssf-lasession.org

Europe : Apprendre, afin de pouvoir

Fin mai, les Semaines sociales se sont envolées pour Cracovie, dans le but de comprendre la Pologne d'hier, d'aujourd'hui et celle qu'elle pourrait devenir demain. Pour les 25 personnes présentes, le programme était dense, avec des interventions très variées, autant sur les sujets abordés que sur les points de vue présentés. Un voyage passionnant, qui aura fait (re)découvrir la Pologne et ses réalités à chacun des participants.

A Cracovie, le bâti nous dit tout de suite l'Europe et son histoire. Gothiques puis baroques, des édifices religieux exceptionnels, encore animés du souvenir du Cardinal Wojtyła – Jean Paul II – sont naturellement symboles d'une foi partagée. En ville, les volutes italiennes d'une façade voisinent avec les décorations rythmées de l'Art Nouveau qui scandent les avenues du centre : Florence, Prague, Vienne, Riga sont proches... Et c'est aussi à d'autres bâtiments, de simples maisons de brique rouge à Auschwitz, des baraques en bois et des ruines de fer et de

béton à Birkenau, que nous devons la mesure de l'horreur partagée il y a peu. Quelques lignes gravées dans le bronze rappellent l'indicible en vingt-trois de nos langues d'Europe. Avant toute présentation chiffrée, avant toute analyse actualisée, la découverte d'une ville, Cracovie, et de son territoire, Petite Pologne ou Haute Silésie, est une démonstration. Dans la beauté comme dans le drame, notre histoire crée plus qu'une culture commune : elle nourrit une complicité vivante.

Pourtant l'actualité politique se nourrit d'interrogations sur le partage effectif de valeurs qui forment l'acquis

européen : entendre un expert du domaine s'interroger sur la possibilité même de faire vivre aujourd'hui la séparation des pouvoirs en Pologne, découvrir la manipulation de l'information par le pouvoir dans les médias, mesurer le soutien que reçoit ce pouvoir dans ses outrances nationalistes mêmes, introduit un doute. Et c'est là que le nécessaire dialogue doit être précédé d'un effort pour apprendre la Pologne.

Oui, la disparition même du pays pendant 123 ans, les ripages de ses frontières au gré d'arbitrages entre puissances extérieures, expliquent la

Témoignages du voyage apprenant



➤ Je me suis senti dans une ville européenne, très universitaire et j'ai été frappé par le fait que la ville n'ait jamais été démolie même au cours de la 2^{nde} guerre mondiale, ce qui lui confère un caractère historique tout à fait impressionnant.

➤ Je n'imaginai pas que l'université de Cracovie était aussi ancienne et que Cracovie pouvait rivaliser avec Venise, Florence...

➤ Je reviens enchantée de ce voyage, ayant écouté des intervenants de grande qualité et très divers dans leurs opinions et leur

approche de la Pologne.

➤ C'est la 1^{ère} fois que je participe à un voyage apprenant et j'ai trouvé cela exigeant, fatigant mais aussi et surtout très sympathique et enrichissant d'enseignements et de rencontres diverses.

➤ Ce qui m'a impressionné, ce sont tous les gens des Semaines sociales qui se sont intéressés aux Polonais, à la Pologne, à son histoire et surtout à son actualité. J'ai trouvé autour de moi des gens compréhensifs mais surtout lucides face à la situation polonaise qui ne peut pas se résumer à une situation économique.

➤ Je suis aujourd'hui conforté dans l'idée que

cette Pologne est une grande nation, une grande nation au cœur de l'Europe et qui a l'Europe à cœur et que l'on doit donc conforter dans cette volonté qui a été la sienne d'adhérer à l'Europe en 2004. Donc on va devoir faire, avec d'autres, beaucoup d'efforts pour comprendre ce qui se passe dans ce pays.

➤ Le plus dur maintenant va être de faire la synthèse de tout ce que nous avons appris !

➤ Ce qu'on apprend dans les livres c'est une chose, mais ce qu'on vit dans le dialogue direct et dans les témoignages est beaucoup plus précis, touchant et très apprenant. Donc je reviens

dialoguer et avancer

prégnance de la question nationale, alors même que l'importance et la qualité de la diaspora polonaise, en France et en Europe, font vivre un espace culturel qui n'est pas réductible à l'espace politique. Oui, près de quinze ans après l'adhésion à l'Union Européenne, la Pologne s'est transformée : taux de croissance supérieur à 4 % l'an, taux de chômage très faible dans plusieurs régions et découverte d'une problématique que nous pensions nôtre : inégalités croissantes et intégration de ce... million d'immigrés ukrainiens. Et les problématiques politiques polonaises sont parfois étonnamment comparables aux nôtres : comme dans le vote britannique sur le Brexit, comme lors des élections françaises, le pays est divisé : ici l'Est de la Vistule se retrouve dans ce pouvoir fort qui a su mettre en œuvre des mesures sociales significatives, dans le domaine familial notam-

ment, et proclame son attachement aux mythes fondateurs. L'Ouest et surtout les métropoles, considèrent l'intégration européenne comme une évidence, que la jeunesse, aussi abstentionniste que la nôtre, ne s'est pas encore levée pour défendre.

Quand 25 d'entre nous, attentifs, curieux, de formation et d'intérêts divers, reçus dans des lieux aussi symboliques que la Bibliothèque de l'Université Jagellone – 650 ans d'histoire – entendent universitaires et personnalités politiques, hommes d'affaires et militants associatifs nous dire et leur inquiétude et leur espérance, nous renouvons toute tentation de jugement, de recommandation. Nous prenons d'abord conscience des décalages entre nous : les dates fondatrices, la durée des mutations ne coïncident pas. Échanger c'est d'abord échanger des dates, et comprendre l'histoire dans laquelle se situe l'interlocuteur.

Puis vient le temps des chiffres, des données, rarement réductibles à des évidences. La complexité du pays devient accessible.

L'efficace complicité du maître d'œuvre inventif de notre « Voyage apprenant à Cracovie », Henryk Wosniakovsky, nous a maintenant mis en situation de dialogue.

« Quelle Europe voulons-nous ? » : osons nous lancer dans le débat politique préalable aux élections européennes. Y répondre, c'est se donner les moyens d'un difficile dialogue avec des partenaires qui proclament la légitimité de leurs différences et nous renvoient aussi à des questions difficiles chez nous. Pour avancer vers la nécessaire souveraineté partagée, à côté des acteurs politiques, le champ associatif – et les Semaines Sociales le montrent –, peut et doit prendre les moyens d'un nécessaire dialogue. ●

Philippe Segretain



avec une impression positive et même un brin optimiste par rapport à des craintes que j'avais avant de partir. ➤ Ce voyage était un kaléidoscope : à chaque nouvelle rencontre, l'image se déformait et finalement c'est une quantité d'images, toutes brillantes d'ailleurs, qui se superposaient les unes sur les autres, avec une

grande difficulté pour faire une synthèse de tout ça !

➤ On est venu parce qu'on aimait déjà un peu la Pologne et on repart en l'aimant encore plus. Et surtout en ayant découvert que les Polonais adoraient l'Union Européenne !

➤ Ce que je retiens de ce voyage, c'est d'abord la diversité des points de



vue. Face à une situation complexe dans son histoire et ses actualités, ces regards croisés, différents, appelant à la vigilance pour certains, à l'optimisme pour d'autres, m'ont permis d'élargir mon propre point de vue sur la Pologne.

➤ J'ai été frappé par la

situation des juges en Pologne, qui laisse penser qu'on est jamais à l'abri d'un retour du totalitarisme. Cela donne envie de s'engager pour lutter contre cela, même chez nous.

➤ En allant à Auschwitz, j'ai découvert à quel point le peuple polonais avait été touché par les persécutions nazies, chose qui m'était tout à fait inconnue. C'était un voyage passionnant qui nous a permis de rencontrer des gens extraordinaires et authentiques. ●

De quelques défis pour le christianisme

Le défi de la radicalité évangélique.

Portons dès le début le fer dans la plaie. L'unique défi du christianisme social est d'annoncer et de vivre la radicalité évangélique. Le christianisme social entremêle deux dimensions : celle de la foi en Jésus-Christ et celle de la foi dans la société. Cela n'est pas nouveau, mais aujourd'hui, le christianisme social semble avoir deux jambes flageolantes, sur lesquelles il a du mal à tenir debout ou à marcher. Il y a un double défi, celui de la légitimité de la foi en Christ dans notre lutte pour plus de justice et celui de la radicalité du service de l'humain dans notre vie de chrétien. L'image qui me vient est celle d'une vieille dame (notre église ?) tentant de se frayer un chemin dans une rame de métro tanguant de gauche à droite à tout moment. Où s'accrocher ? Où donner de la tête ? Comment ne pas s'effondrer ?

L'enseignement social de l'Église face aux défis de son temps

Le christianisme social, et en particulier l'enseignement social de l'Église, a dès le début essayé de répondre à ce tournis qui nous prend quand on veut réconcilier foi et justice. L'enseignement social de l'Église commence « canoniquement » avec l'encyclique « *Rerum Novarum* » de Léon XIII, en 1891. Son second titre est « Sur la condition des ouvriers ». Même si le « Voir, juger et agir » n'est pas encore formalisé, cette première encyclique sociale est traversée par les analyses sociales et le dialogue avec la société « hors Église ».

Il s'agit bien pour les chrétiens de répondre au défi majeur de leur temps. Ensuite, toutes les encycliques sociales verront le jour en réponse aux défis qui leur sont contemporains. Pie IX dénonce en 1937 le communisme athée (« *Divini Redemptoris* ») ainsi que la montée du nazisme (« *Mit brennender sorge* ») ; Jean XXIII fait un plaidoyer pour la paix en 1963 (« *Pacem in terris* ») en pleine guerre froide ultra-nucléarisée ; Paul VI analyse en 1967 les conséquences du développement pour les peuples qui luttent pour leur indépendance (« *Populorum progressio* ») ; Jean Paul II, dans ses encycliques « *Laborem exercens* » et « *Sollicitudo rei socialis* », analyse les questions ouvrières et sociales dans une société qui verra la chute du Mur de Berlin et le déploiement d'un libéralisme économique sans limite. À cet égard, « *Laudato Si'* » s'inscrit dans la tradition de l'enseignement social de l'Église. Il est révélateur de la prise au sérieux par l'Église des défis sociétaux pour les chrétiens. Si nous voulions identifier des défis actuels pour le christianisme social, il suffit de nous demander quelle encyclique le Saint Père devrait écrire aujourd'hui. À condition de ne pas oublier les encycliques précédentes qui doivent rester comme des cailloux dans nos chaussures d'apôtre.

Des défis toujours actuels de la DSE (à la lumière de François)

La dignité de la personne humaine et la justice

Dans *Laudato Si'* (n°90), François a des paroles très dures : « *Mais les énormes inégalités qui existent entre nous devraient nous exaspérer particulièrement, parce que nous continuons à tolérer que*

les uns se considèrent plus dignes que les autres. Nous ne nous rendons plus compte que certains croupissent dans une misère dégradante, sans réelle possibilité d'en sortir, alors que d'autres ne savent même pas quoi faire de ce qu'ils possèdent, font étalage avec vanité d'une soi-disant supériorité, et laissent derrière

Si nous voulions identifier des défis actuels pour le christianisme social, il suffit de nous demander quelle encyclique le Saint Père devrait écrire aujourd'hui.

eux un niveau de gaspillage qu'il serait impossible de généraliser sans anéantir la planète. Nous continuons à admettre en pratique que les uns se sentent plus humains que les autres, comme s'ils étaient nés avec de plus grands droits. »

Le bien commun et la destination universelle des biens

Dans *Laudato Si'* (n°156-157), on nous rappelle que : « *L'écologie humaine est inséparable de la notion de bien commun, un principe qui joue un rôle central et unificateur dans l'éthique sociale. (...) Finalement, le bien commun requiert la paix sociale, c'est-à-dire la stabilité et la sécurité d'un certain ordre, qui ne se réalise pas sans une attention particulière à la justice distributive, dont la violation génère toujours la violence. »* Fameux défi également que de défendre la destination universelle des biens : « *Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice,*

me social

inséparable de la charité » (*Gaudium et Spes*, GS 69, 1).

La subsidiarité et la participation

Jean-Paul II y fait clairement référence dans *Centesimus annus* (n° 48) : « Une société d'ordre supérieur ne doit pas intervenir dans la vie interne d'une société d'un ordre inférieur, en lui enlevant ses compétences, mais elle doit plutôt la soutenir en cas de nécessité et l'aider à coordonner son action avec celle des autres éléments qui composent la société, en vue du bien commun ». François élargira la perspective en parlant de la participation érigée en principe de la doctrine sociale. Le mot "capacité" devient ainsi un mot clé de l'enseignement social (14 occurrences dans *Laudato Si'*).

La solidarité et l'option préférentielle pour les plus pauvres

Le défi de la solidarité est au cœur du message évangélique : « Dans les conditions actuelles de la société mondiale, où il y a tant d'inégalités et où sont toujours plus nombreuses les personnes marginalisées, privées des droits humains fondamentaux, le principe du bien commun devient immédiatement comme conséquence logique et inéluctable, un appel à la solidarité et à une option préférentielle pour les plus pauvres. » (*Laudato Si'*, n° 158)

La sauvegarde de la maison commune

L'écologie intégrale végétait dans l'angle mort de l'Église. Le tournant opéré par François dans *Laudato Si'* nous invite à prendre ce défi à bras-corps (n° 49) : « Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une

approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres. »

L'hospitalité des migrants

Dans son message à l'occasion de la journée des migrants (2018), François martèle : « Tout immigré qui frappe à notre porte est une occasion de rencontre avec Jésus Christ, qui s'identifie à l'étranger de toute époque accueilli ou rejeté (cf. Mt 25, 35.43). Le Seigneur confie à l'amour maternel de l'Église tout être humain contraint à quitter sa propre patrie à la recherche d'un avenir meilleur⁽¹⁾. C'est une grande responsabilité que l'Église entend partager avec tous les croyants ainsi qu'avec tous les hommes et femmes de bonne volonté, qui sont appelés à répondre aux nombreux défis posés par les migrations contemporaines, avec générosité, rapidité, sagesse et clairvoyance, chacun selon ses propres possibilités. »

Le respect des identités locales

Dans son discours aux représentants du mouvement coopératif, François écrit : « La sphère peut représenter l'homogénéité, comme une sorte de globalisation : elle est lisse, sans facettes, égale à elle-même sur toutes les parties. Le polygone a une forme semblable à la sphère, mais est composé de multiples faces... Il me plaît d'imaginer l'humanité comme un polygone, dont les formes multiples [...] constituent les éléments qui composent, dans la pluralité, l'unique famille humaine. »⁽²⁾

L'éthique pécuniaire et financière

Avec le texte « *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* », la congrégation pour la doctrine de la Foi et le

dicastère pour le Service du Développement Intégrale publient pour la première fois (à ma connaissance) un document marchant sur les deux jambes du christianisme social : la foi et la justice. La théologie morale se mêle du social (de la finance virtuelle, en particulier) et la doctrine sociale éclaire ce discernement éthique. Ce n'est qu'un début, mais cela aiderait le christianisme social de pouvoir s'approprier les notions morales d'illégitimité, d'immoralité et de péché⁽³⁾, non dans le cadre privé mais dans un contexte social, comme le fait ce texte. On y trouve des expressions telles que « des cas d'immoralité proche », « d'une culture "de déchet" amoral », « d'une culture profondément amoral », « d'un système inique », etc.⁽⁴⁾

Pour conclure

Les défis du christianisme social sont à la hauteur du plan de Dieu, à savoir sauver le monde de la mort et des actions et systèmes mortifères. Le défi ultime est bien de garder l'espérance en la vie et en l'homme, dans nos luttes pour plus de justice et d'amour. Mais cela est une autre histoire, à vivre sur nos chemins d'Emmaüs. ●

Marcel Rémon, sj
Directeur du CERAS

(1) Cf. Pie XII, *Constitution apostolique Exsul Familia, Titulus Primus*, 1^{er} août 1952

(2) La pensée sociale du pape François, B. Hériard-Dubreuil, Ceras Lessius édition, Paris, 2016, p.50.

(3) Cf. *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones*, Vatican, 2018, n° 16, n°26-27, n°23

(4) Cf. *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones*, Vatican, 2018, n° 14, n°15, n°23.

Semainière en 1945 !



DRK

Madame Monique Van Moerbeke-Trublin vient de fêter ses 93 ans et demi. A son âge, dit-elle, on a le droit de fêter un demi-anniversaire ! Et pour cause, sa vie fut une vie remplie : par le travail d'abord, qui l'a amenée, après ses études de droit sur les bancs de la Catho à Lille, à devenir avocate, profession qui, si elle est bien exercée, requiert beaucoup de travail. Puis, après son mariage avec André Van Moerbeke, géomètre expert et expert judiciaire, elle a dû faire face à la vie de couple, pour connaître un vrai bonheur. Ce qui fut assez étonnant dans le parcours de Maître Van Moerbeke, c'est que si elle fut une des rares jeunes filles à fréquenter les bancs de la faculté de droit dès octobre 1943, elle fut une des rares jeunes femmes à participer à la session des Semaines sociales de Toulouse en 1945 puis celle de Paris et Strasbourg. La session de Toulouse, elle se souvient y être allée avec l'abbé Lehembre et d'autres étudiants : Hubert Verstraete et Jean-Pierre Franchomme.

La session des Semaines sociales de Toulouse de 1945

Le titre de la 32^{ème} session peut apparaître avec le recul un peu austère mais nous sommes au sortir de la guerre. Les choses sont dites : « transformations sociales et libéra-

tion de la personne ». De cette session, notre jeune participante se souvient de la leçon d'ouverture du nouveau Président Charles Flory. Il succède à Eugène Duthoit, décédé l'année précédente. Ils avaient tous les deux la même classe. Elle se souvient aussi de débats passionnés autour de l'économie et des nationalisations (d'entreprises, du crédit) et également des débats sur le droit rural et la libération du monde paysan. « Ça bouillonnait et on était content d'avoir des exposés qui ne soient pas les sermons de l'Église ». Les actes parus cette année-là à la *Chronique sociale de France* basée à Lyon, attestent du modèle historique d'une semaine entière dédiée à l'étude d'un thème. Mais avec du recul, notre jeune participante n'imagine pas que tout ce qui est dans les actes aient pu être prononcé à l'époque. « Vous vous rendez compte, ce n'est pas possible que j'ai pu écouter tout cela... ». Des éléments la frappent à la relecture comme l'instauration du statut du fermage, qu'elle a connu comme avocate et comme enfant de Landrecies, terre rurale du sud du département du Nord.

La session des Semaines sociales comme un premier grand voyage

Pourquoi et comment une jeune femme se retrouve à la session des Semaines sociales de Toulouse ? De sa première année de droit à la Catho, Monique Van Moerbeke se souvient parfaitement de tous ses enseignants dans les différentes matières, notamment de Louis Blanckaert en droit constitutionnel, décédé la veille de son élection comme député MRP, et de l'économie politique de Eric Sapey. Justement, attardons-nous sur cette dernière matière et le Professeur Sapey. « On sentait qu'il vivait sa foi » souligne-t-elle. À cette époque, la guerre, les bombardements interdisent les voyages, les vacances, les soirées. Pas de télé, seulement la radio. Il reste de la place pour l'amitié et les rencontres de travail. Eugène Duthoit est Président des Semaines sociales de France et doyen de la faculté de droit depuis 1925. Il sait qu'il va avoir la jeune Monique Trublin comme étudiante et comme ils sont presque voisins, il propose une invitation à la famille à venir prendre le café chez lui. La jeune étudiante se souvient de

« Je crois aux idées mais il faut aussi concrétiser, et donc monter des actions militantes. » ■

ce grand Monsieur, aux cheveux blancs taillés en brosse, en tenue impeccable. Duthoit a le Professeur Sapey comme protégé. Ce dernier vient de Lyon ou Grenoble. Et c'est lui qui est venu solliciter les parents de la jeune étudiante pour participer à la session de Toulouse. « *Il a tellement bien parlé* » se souvient Monique Van Moerbeke « *que mes parents ont donné leur accord pour aller ainsi en grand voyage...* »

Journaliste improvisée

Mais la jeune étudiante n'a certainement pas été sollicitée par hasard. D'abord, elles ne sont que trois jeunes femmes au premier banc au premier rang de la faculté de droit en 1943 et elle est toute seule en 1945. Toujours assise sur le banc du premier rang. Elle rejoindra l'association des juristes chrétiens. Par ailleurs, dans le contexte de la libération, elle a choisi son camp. Elle participe aux réunions de la Rue Faidherbe avec des militants du RIC (Résistants d'inspiration chrétienne). Elle y retrouve Jean Catrice, André Diligent et Emile Coliche. Des figures bien connues du Nord. Sans hésiter, le groupe lui demande de faire le rapport de la session de Toulouse... pour le journal *Nord-Eclair*. Voilà notre jeune étudiante... apprentie-journaliste à la session des Semaines sociales de France ! Son premier article ne sera pas publié, le second oui... grâce à l'aide de « vrais » journalistes. De cette tâche difficile, elle garde le magnifique souvenir d'avoir été voisine de table de Mgr Roncalli, futur Pape Jean XXIII. Elle se souvient parfaitement de son français impeccable et de son grand humour. Monique Van Moerbeke participait aussi aux cercles de la Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC) autour du futur Cardinal Alexandre Renard. A la JEC, se souvient-elle, il y avait un cercle pour les filles et un pour les garçons.

Des chrétiens dans et pour le monde nouveau

C'est sur ce terrain de quelques engagements déterminés que la jeune étudiante fut donc embarquée à participer à trois sessions nationales des Semaines sociales de 1945 à 1947. Elle entre très vite au barreau en novembre 1946 et est absorbée après par sa vie professionnelle. « *Ce n'est pas parce que vous mettez une plaque que vous avez des clients* » indique-t-elle. Elle aurait pu être candidate MRP à la libération mais elle n'avait pas



« Nous sommes très attachés à l'Eglise mais nous souhaitons que soient prises en compte les questions de notre temps. » ■

Nous vous donnons rendez-vous les 2,3 et 4 novembre 2018, à Nogent-sur-Marne pour les Rencontres du christianisme social, intitulées "Chrétiens et engagés".

encore l'âge requis de 21 ans. C'est sa maman qui fut du coup inscrite d'office. Mais la jeune étudiante avait en son temps écrit sur le vote des femmes et elle se dit heureuse qu'une femme (Dominique Quinio) ait pu prendre au XXI^e siècle aux Semaines sociales de France la suite de présidents aussi éminents qu'Eugène Duthoit et Charles Flory. Elle pressent que nous sommes, non seulement à un tournant de la vie sociale mais encore à un tournant de la vie avec des questions difficiles comme le numérique qui s'invite partout. Jusque dans le quotidien de la justice qu'elle connaît bien. Dans ce monde nouveau, il n'est pas aisé de faire comme hier, où l'Eglise enseignait sa doctrine que les chrétiens qui la fréquentaient observaient. Mais les « *sermons tarte à la crème* » dit-elle, « *n'arrivaient pas à transposer cette doctrine dans la vie sociale. Or, cela a été le travail des Semaines sociales : observer la situation sociale, y réfléchir et faire des propositions.* » Aujourd'hui, le travail auquel doivent s'attacher les Semaines sociales est, pour celle qui garde le souvenir vivace de sessions utiles et chrétiennes, en soi gigantesque. « *Pensez, dit-elle, qu'il y a un problème de langage, de connaissance de toutes ces sciences nouvelles, même de philosophie nouvelle sur l'humain. De nouvelles Semaines sociales doivent aider l'Eglise dans ce domaine, pour que les chrétiens ne soient pas étrangers à cette évolution. Peut-être que les Semaines sociales devront trouver un autre nom ou y ajouter un je ne sais quoi...* ». Le message est fort pour celle qui dit simplement les choses à la lueur d'une vie où le « *travail comme distraction a forgé une personnalité* ». D'autant qu'aujourd'hui, on ne viendrait pas voir les parents pour « recruter » pour les sessions, les jeunes font leur choix tout seul !

Vaste défi mais message d'espérance pour celle qui avoue lire les livres du Président de son ancienne université où elle revient suivre des cours de théologie (interdits aux filles en 1945) à côté de son ordinateur. Bien oui, on ne trouve pas dans le dictionnaire tous les mots des livres de Pierre Giorgini, qui sont de son point de vue remarquables. Elle pense qu'un avenir du christianisme social passe par le fait de traduire en langage simple le monde complexe pour nos « nouvelles Semaines sociales ». Y'a du boulot ! Message transmis à toutes celles et ceux qui y croient encore et toujours. ●

Denis Vinckier

Afrique-Méditerranée-Europe, *La Verticale de l'avenir*

Par **J.L. Guigou et P. Beckouche**
Hors-Série de la Coll. L'âme des peuples
 Éd. Névicata oct. 2017 100p., 9€

Un parfait complément au texte de Denise Houphouët-Boigny à la session 2017 : une analyse prospective écrite à deux voix autorisées de l'IPEMED, complétée par des entretiens avec deux chefs d'entreprise africains et un expert espagnol du Moyen-Orient et de l'Afrique. Face à la complexité et la rapidité des évolutions à l'œuvre dans le monde c'est un plaidoyer d'avenir et d'espérance pour oser une vision à long terme en faveur d'une mondialisation « en quartiers d'orange », régions verticales qui permettraient « une véritable intégration des pays du Sud dans le jeu mondial » (avec glossaire et cartes). L'Europe serait appelée à tisser des liens paritaires avec les pays méditerranéens et l'Afrique créant ainsi une région de deux milliards d'habitants : puissance économique apte à faire face aux défis mondiaux alimentaires, énergétiques et migratoires. Une réflexion argumentée, innovante et très stimulante.

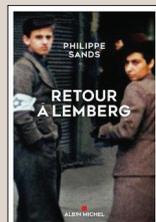
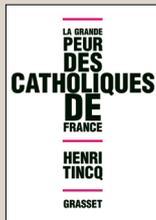
L'âme des peuples, ce sont 40 titres sur des pays et villes du monde à recommander : contenu intéressant, facile à lire, petit format, prix modique. Car pour connaître les peuples, il faut d'abord les comprendre. ●

M.F. Faisandier

La grande peur des catholiques de France

Par **Henri Tincq**
 Éd. Grasset, 204p., 18 €

Journaliste, spécialiste des questions religieuses à la Croix puis au Monde, Henri Tincq est un bon connaisseur de l'Église de France. Il ne la reconnaît plus : c'est ainsi qu'il débute son ouvrage. Les catholiques d'aujourd'hui ont peur, décrit-il, peur d'une société qui s'éloigne des valeurs qui les animent, peur de l'islam, peur d'une laïcité virant au laïcisme. Cette peur, analyse-t-il, les entraîne politiquement à droite, voire à l'extrême-droite, et ecclésiastiquement vers un catholicisme intransigeant, tourné vers lui-même. L'analyse est sévère, déprimante même ; elle s'accompagne d'un désarroi devant la disparition des « cathos de gauche », du moins est-ce ainsi qu'il qualifie les chrétiens sociaux jugés coupables d'avoir mis à mal le catholicisme dans notre pays. Le propos



est documenté, mais l'auteur n'exagère-t-il pas l'influence de certains réseaux médiatiquement apparents ? Il se montre trop silencieux sur tous ceux qui aujourd'hui, sous des formes nouvelles (sans doute plus éloignées de la politique qu'elles le furent naguère), vivent dans leur engagement l'enseignement social de l'Église. Quelques lignes de conclusion le laissent entendre. Trop peu, sans doute, pour éclairer l'avenir. ●

Retour à Lemberg

Par **Philippe Sands**,
 Éd. Albin Michel (traduction août 2017)

Philippe Sands, de nationalité Franco-Britannique, est un avocat international spécialisé dans la défense des Droits de l'homme et professeur de droit à Cambridge.

Il est invité à faire une conférence à la faculté de droit de Lviv en Ukraine, connue au XIX^e siècle sous le nom de Lemberg située à la périphérie orientale de l'Empire Austro-Hongrois, incorporée après la première guerre mondiale à la Pologne, occupée par les soviétiques au début de la seconde guerre mondiale, elle devient Lvov, puis en juillet 41 allemande et redevient Lemberg après la victoire de l'Armée rouge sur les nazis à l'été 1944.

À l'occasion de cette invitation, il part à la découverte des secrets de sa propre famille : son grand père, Léon Buchholz, né à Lemberg en 1904, émigre seul à Paris en raison des persécutions nazies en 1939. Cette recherche le mène à enquêter sur l'origine des concepts de « génocide » et de « crime contre l'humanité ». L'enchevêtrement de l'histoire d'une famille et de celle qui appartient à l'histoire universelle rend ce livre très original et passionnant. Deux hommes, parmi les plus grands juristes de ce siècle ayant étudié le droit à Lemberg dans les années (21-26) sont à l'origine : l'un Hersch Lauterpacht, du concept de « crime contre l'humanité » (inscrit dans la Charte de Nuremberg) défini comme le droit utilisé pour protéger l'être humain et l'individu, la dignité humaine étant sacrée ; l'autre, Raphael Lemkin du concept de « génocide », car il faut protéger les groupes.

Ceci se passe au moment où Hans Frank, l'ancien gouverneur général pour les territoires occupés polonais depuis 1939, acteur essentiel de « la solution finale », est jugé à Nuremberg en 1946.

Il est extraordinaire de penser que ces deux hommes qui ont tant contribué à créer notre système de justice internationale viennent de la même ville ! Que Lemberg, lieu où le mal a sévi soit racheté par le droit ! ●

Les SSF sur Internet

Entre chaque numéro de la Lettre, l'information et le débat se poursuivent sur le blog : latribune.dessemaines.fr. Rejoignez-nous et faites connaître le blog à vos amis.



La Lettre des Semaines sociales de France : trimestriel édité par l'association Semaines sociales de France
 18, rue Barbès, 92 128 Montrouge cedex - Téléphone : 01 74 31 69 00 - E-mail : info@ssf-fr.org
 Site : www.ssf-fr.org - Directrice de la publication : Dominique Quinio. Rédacteur en chef : Pierre-Yves Le Priol.
 Maquettiste : Martine Ullmann - ISSN 1270-4687
 Impression : DB print (Lille)